

Certains problèmes des litiges internationaux en Hongrie¹

1. La juridiction

En Hongrie il n'y a pas — il n'y avait auparavant non plus — dans le droit de procédure civile hongrois² de *disposition juridique* qui prévoie explicitement le droit des personnes physiques ou morales étrangères³ d'engager un procès ou d'être actionnables devant les tribunaux hongrois, en d'autres termes, qui règlemente leur capacité de procéder en qualité de demandeur ou de défendeur. En dépit de cela, il était toujours naturel et évident dans le droit de procédure hongrois⁴ et il l'est aussi de nos jours⁵ que les étrangers procèdent comme parties litigantes dans les procès devant les tribunaux hongrois, également en qualité de demandeur que de défendeur. Cette intention incontestable du législateur⁶ se manifeste indirectement dans le

¹ „A polgári igazságszolgáltatás a globalizálás időszakában” címmel Tokióban 1992. augusztus 24–27. között megrendezett nemzetközi szimpóziumon tartott magyar nemzeti referátum.

² Voir y relativement: *Magyary*, Magyar polgári perjog. (Droit hongrois processuel civil), Budapest, 1913, pp. 234 et s.; *Sárffy*, Magyar polgári perjog (Droit hongrois processuel civil), Budapest, 1946, pp. 104–105; *Bacsó-Beck-Móra-Névai*, Magyar polgári eljárásjog (Droit hongrois de la procédure civile), Budapest, 1959, p. 106.

³ Personnes physiques ou morales étrangères: Étrangers par la suite

⁴ Voir ainsi: *Magyary*, op. cit., pp 234 et 237; *Sárffy*, op. cit., p. 105; *Bacsó-Beck-Móra-Névai*, op. cit., p. 106.

⁵ Voir ainsi: *Szilbereky-Névai* (réd.), A polgári perrendtartás magyarázata (Commentaire de la procédure civile hongroise), Vol. I, Budapest, 1976. p. 324; *Szilbereky* (réd.), Polgári eljárásjog (La procédure civile), Vol. I., Budapest, 1980. p. 122.

⁶ La Constitution de la République de Hongrie, la loi No. XX de l'an 1949 qui a été plusieurs fois modifiée, déclare à partir du 23 octobre 1989 dans le par. premier de son article 57 que: Dans la République de Hongrie,... toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera... des contestations sur ses droits et obligations.

droit de procédure hongrois, sous forme d'une règle juridique, enveloppée dans une matérialité des faits.

La législation enveloppée dans une matérialité des faits s'est effectuée dans ce cas de manière que le législateur a prévu parmi les dispositions positives du droit de la procédure civile hongroise⁷ que

— le demandeur étranger, aux fins de couvrir les frais à propos du procès, est obligé de déposer une caution, (*cautio judicatum solvi*)⁸ ou

— un procès relatif à des droits patrimoniaux contre un ressortissant étranger ou bien une personne morale étrangère — s'il disposent des biens en Hongrie saisissables — peut être intenté également devant le tribunal compétent du lieu où se trouvent les biens respectifs.⁹

Quoiqu'indirectement, mais nous pouvons conclure à propos des dispositions ci-dessus, que les parties étrangères peuvent procéder dans les procès devant les tribunaux hongrois, à condition que „le tribunal hongrois ait la juridiction pour procéder dans l'affaire et qu'il ait aussi la compétence d'attributions et la compétence territoriale pour connaître la cause”.¹⁰

1.1. La juridiction (*competentia internationalis*) des tribunaux hongrois est exclue—conformément au décret-loi sur le droit international privé¹¹

a) dans la procédure intentée contre un État étranger, un organisme du pouvoir d'État ou de l'administration publique étranger,

b) dans la procédure intentée contre un ressortissant étranger procédant en Hongrie comme représentant diplomatique ou par ailleurs exempt de la juridiction, qui en vertu d'un accord international ou de la réciprocité, ne pourrait être intentée en Hongrie contre la personne mentionnée,

c) dans les procédures relatives à l'octroi, l'étendue et la cessation des droits ayant trait à la protection de la propriété industrielle étrangère,

d) dans les affaires au sujet desquelles une règle de droit spéciale exclut la juridiction des tribunaux hongrois ou d'autres autorités hongroises.¹²

En outre de celles qui ont été mentionnées ci-dessus, les tribunaux hongrois pourront procéder dans toute affaire, et il n'y a pas d'obstacle devant leur procédure par cette raison.¹³

⁷ La loi No. III de l'an 1952, modifiée jusqu'à présent plus de vingt-cinq fois.

⁸ Voir ainsi le par. premier de l'article 89 du Code de la procédure civile.

⁹ Voir ainsi le par. 3. de l'article 32 du Code de la procédure civile.

¹⁰ Szilbereky (réd.), op. cit., p. 122. Voir essentiellement aussi Szilbereky—Névai, op. cit., p. 324.

¹¹ Le décret-loi No. 13 de l'an 1979 portant sur le droit international privé.

¹² Voir ainsi l'article 56 du décret-loi du droit international privé.

¹³ Voir y relativement l'article 54 du décret-loi du droit international privé.

La réglementation est également relativement simple en ce qui concerne la compétence d'attributions (*ratione materiae*) des tribunaux sur les personnes physiques et morales étrangères.¹⁴

En effet, dans les procès civils sous l'empire de la compétence d'attributions du tribunal hongrois — du point de vue des attributions — le droit hongrois en vigueur ne fait distinctions que selon *l'objet et la valeur de l'objet de la demande*. Conformément à cette distinction, incombent aux attributions de la cour départementale¹⁵ les suivants:

a) les procès en matière des droits patrimoniaux, où la valeur de la demande est supérieure à trois millions de forints¹⁶ à l'exception des procès en matière de dédommagement pour expropriation;

b) les procès en matière administrative, dans lesquels les attributions de l'organe de l'administration publique de première instance ayant prise la décision à réviser par le tribunal s'étend pour tout le pays;

c) les procès en matière du droit d'auteur;

d) les procès en matière de patentes;

e) les procès en matière de rectification de presse;

f) les procès pour la révision de la décision de la société économique;

g) les procès concernant l'utilisation illégale du nom commercial (social) enregistré;

h) les procès concernant la constatation d'un fait dans le certificat de nationalité d'un citoyen;

i) les procès pour la suppression ou la restriction de l'exécution judiciaire, si la procédure de l'exécution judiciaire a été intentée par la cour départementale;

j) les procès qui sont déférés par la loi aux attributions de la cour départementale.¹⁷

Dans tous les autres procès qui ne sont pas énumérés ci-dessus, — indépendamment de ce qu'il vise à une prétention relative au droit patrimonial (p.e. la mise en oeuvre d'une indemnisation dans le domaine de la responsabilité pour un produit), ou à la dissolution du mariage, à une déclaration positive ou négative — c'est le *tribunal local* qui a l'attribution.¹⁸

¹⁴ Parmi les personnes morales hongroises, il y a une réglementation pour la compétence d'attributions concernant les organes a.n. „organisations économiques”, respectivement pour les procès entre elles. Voir les paragraphes 365–366 du Code de la procédure civile.

¹⁵ En Hongrie, l'organisation judiciaire est structurée en trois instances: les tribunaux locaux — les cours départementales (la cour de la capitale) — la Cour suprême.

¹⁶ Les trois millions de HUF sont équivalents à peu près à trentneuf milles Dollars américains.

¹⁷ Voir ainsi l'article 23 du Code de la procédure civile.

¹⁸ Au sens des dispositions du droit procédural hongrois, le *tribunal local* est un tribunal de compétence d'attributions générales. Voir ainsi l'article 22 du Code de la procédure civile.

Parmi les tribunaux locaux ou des cours départementales ayant des attributions, ce sont ceux qui procèdent dans les procès contre les étrangers, *qui ont une compétence territoriale* (ratione personae vel loci). Cependant, *une réglementation se fait valoir* en Hongrie en ce qui concerne la détermination du tribunal ayant la compétence territoriale, en dépendance de ce que le procès doit être introduit contre *une personne physique ou une personne morale étrangère*.

Conformément à la réglementation générale sur la compétence territoriale des tribunaux, dans tous les procès contre les personnes physiques (tant hongroises qu'étrangères) — indépendamment de la quotité de la demande — dans lesquels la compétence territoriale exclusive d'un autre tribunal n'est pas établie — la compétence du tribunal est déterminée par *le domicile du défendeur*. A défaut de domicile en Hongrie, la compétence du tribunal sera déterminée *par la résidence actuelle du défendeur*; si la résidence du défendeur n'est pas connue, ou se trouve *à l'étranger*, c'est son *dernier domicile en Hongrie* qui servira de point de départ, ou bien si elle ne peut pas être établie, ou si le défendeur n'avait pas de résidence en Hongrie non plus, c'est le domicile *du demandeur (en Hongrie)* ou à défaut de domicile, *la résidence (en Hongrie) du demandeur* qui servira de base pour la détermination de la compétence territoriale du tribunal.¹⁹

La compétence territoriale générale du tribunal dans les procès contre les personnes morales (hongroises et étrangères) peut être basée sur *le siège social* tant de la personne morale que de l'organe autorisé à sa représentation.²⁰ Au cas où la personne morale n'a ni siège social ni représentation en Hongrie, la compétence territoriale du tribunal dans un procès engagé par une personne morale hongroise en qualité de demandeur se base sur le lieu *du siège social* de cette personne morale ou sur celui de l'organe assumant sa représentation.²¹

En outre des règles esquissées ci-dessus, il y a également un grand nombre de dispositions dans le droit de procédure civile hongrois qui fixent — en général en dépendance de l'objet de la demande — *des compétences particulières*.²² Cependant, leur aperçu en détail nous semble être superflu dans les cadres de la présente étude, et il ne nous faut relever que — comme nous l'avons déjà signalé ci-dessus à propos d'un autre aspect, — les procès *en droit patrimonial* contre les personnes physiques et morales étrangères n'ayant pas de domicile ou de résidence ou encore de siège social en Hongrie, peuvent être intentés aussi devant le tribunal sur le territoire de compétence duquel se

¹⁹ Voir ainsi les paragraphes. 1. et. 2. de l'article 29 du Code de la procédure civile.

²⁰ En cas de doute, le lieu de l'administration devra être considéré comme siège social. Voir y relativement le par. premier de l'article 30 du Code de la procédure civile.

²¹ Voir ainsi le par. 2. de l'article 30 du Code de la procédure civile.

²² Voir ainsi les articles 32-41 et 277 du Code de la procédure civile, ainsi le par. premier de l'art. 293, le par. premier de l'article 302 et le par. 2. de l'article 304 du Code de la procédure civile.

trouve l'objet de la demande ou les biens saisissables du défendeur. Au cas où ces biens sont constitués des créances, le procès devra être intenté *devant le tribunal du domicile du débiteur du défendeur*, ou bien si la créance est assurée par une sûreté réelle, il pourra être intenté également au lieu où se situent les biens servant de sûreté réelle. En outre de ces tribunaux, les procès en droit patrimonial contre les personnes morales étrangères pourront être intentés aussi devant le tribunal sur le territoire de compétence duquel se trouve la représentation permanente de cette personne morale étrangère ou est domiciliée la personne chargée de gérer ses affaires.²³

1.2. Devant les tribunaux hongrois ayant une juridiction, une compétence d'attributions et une compétence territoriale, peuvent procéder en qualité de demandeur ou de défendeur, les étrangers qui — aussi comme les nationaux du pays — disposent d'une capacité de jouissance et d'une capacité d'exercice des droits dans le procès.

Conformément aux dispositions du droit international privé hongrois en vigueur, au sujet de la capacité de jouissance et de l'exercice des droits de la partie étrangère dans le procès, ce ne sont pas les normes hongroises mais celles de son droit personnel (nationalité, domicile) qui feront la règle.²⁴ En même temps, quant à la procédure devant les tribunaux hongrois, il faudra considérer capable le ressortissant non hongrois qui, selon son droit personnel, est incapable ou n'a qu'une capacité limitée, mais le serait selon le droit hongrois.²⁵

Naturellement, cette disposition n'exclut pas la possibilité qu'au lieu de la personne incapable ou n'ayant qu'une capacité limitée selon son droit personnel, ce soit son représentant légal autorisé selon son droit personnel qui procède dans l'affaire.²⁶

1.3. Il y a déjà plus d'une décennie que le droit international privé hongrois rend possible²⁷ que les parties — pour un éventuel litige à surgir d'un contrat en matière de l'économie internationale — puissent stipuler par écrit dans un contrat de l'a.n. prorogation, la juridiction non pas seulement d'un tribunal d'arbitrage étranger ou hongrois²⁸ mais aussi la juridiction d'un tribunal étranger²⁹ ou hongrois ordinaire.³⁰

²³ Voir y relativement les paragraphes 3 et 4 de l'article 32 du Code de la procédure civile.

²⁴ Voir ainsi l'interprétation du par. premier de l'article 64 du décret-loi du droit international privé hongrois: *Mádl-Vékás*, Magyar nemzetközi magánjog (Le droit international privé hongrois), Budapest, 1985. p. 429.

²⁵ Voir ainsi le par. 2 de l'article 64 du décret-loi du droit international privé.

²⁶ Voir y relativement le par. 3. de l'article 64 du décret-loi du droit international privé.

²⁷ Le décret-loi du droit international privé et entré en vigueur le 1 juillet 1979.

²⁸ Aux termes du par. premier du règlement du ministre du commerce intérieur No. 6 de l'an 1953 (VIII.28.), il était possible aussi auparavant de proroger la juridiction exclusive de l'arbitrage national (le tribunal d'arbitrage organisé auprès de la Chambre hongroise de commerce). Voir y relativement: *Réczei*, Nemzetközi magánjog (Droit international privé),

Pour la stipulation de cette juridiction, l'arrangement du choix du forum, le législateur n'a prévu obligatoirement que *la forme écrite* pour la formalité.³¹

Conformément au droit hongrois — sauf disposition contraire d'une norme juridique — devra être considéré comme contrat écrit l'accord intervenu par voie de *l'échange de lettres, de télégrammes, ou de messages par télégraphe*³²

Au cas où la forme écrite est obligatoire — aussi bien que dans le cas en question — au moins *le contenu essentiel du contrat* devra être rédigé par écrit.³³

Il n'est pas nécessaire que les parties concluent un contrat à part sur la stipulation de la juridiction, leur accord y relativement peut être simplement compris (par exemple, sous forme de clause aussi) à leur contrat de base à sujet de commerce international, la précondition de validité duquel est aussi la forme écrite.³⁴

En revanche, il est une règle importante qu'au cas où le contrat est établi en plusieurs exemplaires, indépendamment de ce qu'il porte à l'affaire de base ou n'a trait qu'à la prorogation de la juridiction — le contrat sera valable même si chacune des parties *ne signe que l'exemplaire destiné à l'autre partie*.³⁵

Il n'est pas possible d'exclure totalement la possibilité que, malgré l'existence de la prorogation valable et répondant aux dispositions mentionnées ci-dessus relativement à la forme de la juridiction — pour la mise en oeuvre de ses prétentions ayant été surgies d'un contrat à sujet économique internationale —, le demandeur engage ou tente à engager le procès contre le défendeur non

Budapest, 1961, p. 104 et Szász, Nemzetközi polgári eljárásjog (Droit de la procédure civile internationale), Budapest, 1963, p. 372.

²⁹ Avant l'entrée en vigueur du décret-loi du droit international privé, la position généralement faite valoir était — au moins concernant les tribunaux ordinaires — que «la question de la juridiction *ne pouvait pas incomber dans le domaine de la disposition des parties*» (Bacsó-Beck-Móra-Névai, op. cit.ö, p. 107).

³⁰ Voir ainsi le par. premier de l'article 62 du décret-loi du droit international privé.

³¹ Naturellement, cet agrément doit aussi répondre aux formalités requises pour la validité des contrats de droit civil.

³² Voir y relativement le par. 2. de l'article 38 du décret-loi No. 11 de l'an 1960 sur l'entrée en vigueur et l'application du Code civil, ainsi que le par. 2. de l'article 360 du Code de la procédure civile.

³³ Voir ainsi le par. premier de l'article 218 de la loi No. IV de l'an 1959, plusieurs fois modifiée sur le Code civil. Voir plus en détail Világby, Bevezetés a nemzetközi magánjogba (Introduction au droit international privé), Budapest, 1966. pp. 75-76.

³⁴ Voir y relativement le par. premier de l'article 37 du décret-loi sur l'entrée en vigueur et l'application du Code civil.

³⁵ Voir ainsi le par. premier de l'article 37 du décret-loi sur l'entrée en vigueur et l'application du Code civil.

pas devant le tribunal ordinaire ou d'arbitrage étranger stipulé dans le contrat, mais devant le tribunal national (hongrois) ordinaire ou d'arbitrage. Dans ces cas, les modalités de solution diffèrent formellement l'une de l'autre, suivant les cas, si c'est le tribunal ordinaire interne (hongrois) ou le tribunal d'arbitrage organisé auprès de la Chambre de l'Economie qui s'occupe de l'affaire.

En effet, s'il s'agit d'une *procédure devant le tribunal ordinaire*, dans le cas où le tribunal hongrois peut établir après le moment de la déposition de l'exploit introductif d'instance mais encore *avant le commencement du procès*³⁶ — à la base de l'exploit introductif d'instance, qui doit obligatoirement contenir les données sur lesquelles la compétence d'attributions du tribunal peut être établie — que les parties ont prorogé la *juridiction d'un tribunal ordinaire ou d'arbitrage étranger* pour la mise en oeuvre de la prétention, *il rejette l'exploit introductif d'instance* sans délivrer l'assignation à l'audience avec la motivation que les *tribunaux hongrois n'ont pas de juridiction* pour statuer dans le procès.³⁷ Dans ces cas, la juridiction des tribunaux hongrois ne pourra être établie, parce que selon la volonté du législateur, si la juridiction a été prorogée par les parties dans le contrat, il n'y a pas d'autre tribunal ordinaire ou d'arbitrage qui puisse procéder dans l'affaire.³⁸ Dans le cas où ce n'est qu'*après le commencement de l'instance* que le tribunal constaterait que les parties auraient prorogé la juridiction d'un tribunal ordinaire ou d'arbitrage, *il déclare d'office* — donc, sans demande y relative du défendeur — par une ordonnance, l'instance éteinte.³⁹

Quant à la *procédure du tribunal d'arbitrage organisé auprès de la Chambre de l'Economie*, la différence entre cette dernière et celui qui a été dit ci-dessus, est que dans ces cas, ce n'est pas l'absence de sa juridiction mais *celle de sa compétence d'attributions* qu'il constate, et éteint l'instance *d'office* — sans avoir rendu un jugement — *par une ordonnance*.⁴⁰

1.4. Le droit international privé hongrois — comme il apparaît de ce qui a été dit préalablement — dans un domaine limité des objets de demande (dans

³⁶ Conformément aux dispositions du droit de la procédure civile hongrois, l'instance ne commence pas au moment de la déposition de l'introduction de l'action, mais seulement plus tard, quand l'assignation pour la première audience et l'exploit introductif d'instance seraient notifiés au défendeur. Voir ainsi l'article 128 du Code de la procédure civile.

³⁷ Voir ainsi la lettre a/ du par. premier de l'article 130 du Code de la procédure civile.

³⁸ Voir y relativement le par. 2. de l'article 62 du décret-loi du droit international privé, ainsi que le par. 3. de l'article 360 du Code de la procédure civile. Sur l'harmonie de ces dispositions avec la jurisprudence internationale voir: *Mádl-Vékás*, op. cit., pp. 424–425.

³⁹ Voir y relativement la lettre a/ de l'article 157 du Code de la procédure civile, ainsi que le par. premier de l'article 158.

⁴⁰ Voir ainsi le par. 9. de l'article premier des Règlements de procédure du Tribunal d'arbitrage, organisé auprès de la Chambre hongroise de commerce, adoptés par l'Assemblée de cette Chambre le 1 septembre 1989, ainsi que la lettre d/ du par. 2. de l'article 41. En Hongrie, à défaut de loi sur la juridiction arbitrale, actuellement ces Règlements de procédure contiennent les règles les plus importantes de la procédure du tribunal d'arbitrage.

les litiges résultant des contrats à sujets économiques internationales) assure la possibilité pour les parties pour la prorogation de la juridiction dans le contrat. En outre, dans un grand nombre des litiges, il permet pour *les parties* (plus exactement, pour le demandeur qui intente le procès) *le libre choix de la juridiction* dans les cas, où les tribunaux de plusieurs Etats — y compris ceux de la Hongrie — ont *une a.n. juridiction parallèle* (facultative, cummulative, accidentale) dans l'affaire.

Cette décision des parties se basant sur leur libre volonté — qui peut être influencée par une multitude de circonstances — n'est légale au sens du droit hongrois que dans les cas où le tribunal serait dessaisi d'un procès pour lequel le législateur n'aurait pas réservé *une juridiction exclusive* (*competentia internationalis reservata ou exclusiva*). En effet, c'est *exclusivement le tribunal hongrois qui pourra procéder dans*

a) la procédure concernant le statut personnel d'un ressortissant hongrois, sauf si la décision prise dans une telle question par un tribunal étranger ou une autre autorité étrangère devait être reconnue en vertu du décret-loi sur le droit international privé,

b) la procédure concernant un immobilier situé en Hongrie,

c) la procédure de succession relative à une succession en Hongrie d'un de cujus ressortissant hongrois,

d) une procédure intentée contre l'État hongrois, un organisme du pouvoir d'État ou de l'administration publique hongroise,

e) une procédure intentée contre un ressortissant hongrois procédant à l'étranger comme représentant diplomatique ou, par ailleurs, exempt de la juridiction qui, en vertu d'un accord international ou de la réciprocité, ne pourrait être intentée contre la personne en question à l'étranger,

f) une procédure visant à annuler un papier-valeur ou un document émis en Hongrie,

g) les procédures relatives à l'octroi, l'étendue et la cessation des droits ayant trait à la protection de la propriété industrielle en Hongrie.⁴¹

Néanmoins, si le demandeur a l'intention d'intenter un procès ou une procédure en dehors des affaires énumérées dans les lettres a/—g/, il n'y en a pas d'obstacle qu'il choisisse la juridiction d'un autre État, qui existe en outre auprès de *la juridiction hongroise*.⁴²

En cas d'un tel choix, *la décision du tribunal étranger* — sauf certaines exceptions à faire connaître en détail ci-dessous au point 4.2. — *sera reconnue par le droit hongrois*.⁴³

1.5. C'est une ancienne question — et malgré tout, pas encore exactement règlementée jusqu'à ce jour — en Hongrie, *si le tribunal doit se*

⁴¹ Voir y relativement l'article 55 du décret-loi du droit international privé.

⁴² Voir ainsi *Réczei*, op. cit., pp. 102 et 108; *Tallós—Király*, Nemzetközi vonatkozású kérdések az igazságügyi szervek gyakorlatában (Questions ayant traits internationaux dans la pratique des organes de la justice), Budapest 1964, p. 11; *Mádl—Vékás*, op. cit., p. 426.

⁴³ Voir ainsi le par. premier de l'article 70 du décret-loi du droit international privé.

refuser à l'administration de la justice dans le cas où la juridiction est exclue (competentia internationalis exclusa)⁴⁴ ou bien *il n'y a pas d'autre juridiction* par la prorogation d'un traité international ou par l'arrangement antérieur des parties, mais il n'y aucun autre élément qui lie l'affaire au pays que le fait que *c'est là que le demandeur a saisi le tribunal*. Avant l'entrée en vigueur du décret-loi sur le droit international privé, la théorie donnait en général une réponse déclinatoire à cette question qui se présente assez rarement dans la jurisprudence⁴⁵ en se référant à ce que:

— „l'État hongrois ne dispose pas de juridiction dans les affaires qui n'ont aucune relation avec le territoire de l'État hongrois ou aucun lien avec un ressortissant hongrois", c'est à dire,

— la précondition pour la détermination de la juridiction hongroise doit être un rapport réel avec l'État hongrois, qui devra être maintenu pendant toute la durée de la procédure".⁴⁶

Le changement essentiel de cette position théorique s'est résulté de l'adoption du décret-loi sur le droit international privé. En effet, il a été prévu par ce décret-loi — et ce *indépendamment du fait si un autre État dispose de juridiction dans l'affaire ou non*, c'est à dire, existe-il un *forum de nécessité* ou non — que *le tribunal hongrois peut procéder* dans toutes les affaires dans lesquelles *la juridiction n'est pas exclue par une disposition légale du droit positif*.⁴⁷

En basant sur cette règle — et vu aussi la disposition respective du droit de la procédure civile⁴⁸ *la position théorique de valeur générale d'aujourd'hui* est que l'argumentation *pour connaître l'affaire est plus ample que pour le refus*⁴⁹ dans les cas, où l'affaire n'est liée par d'autres rapports que par l'introduction de l'action devant un tribunal hongrois.

2. La notification des actes introductifs d'instance et d'autres documents judiciaires

Conformément aux règles de la procédure civile hongrois, *les actes judiciaires*, y compris l'acte introductif d'instance, devront être notifiés sur le territoire de la Hongrie *par voie postale*.⁵⁰

⁴⁴ Voir plus en détail ce qui a été dit au point 1.1.

⁴⁵ Voir la note 26.

⁴⁶ *Réczei*, op. cit., p. 107. Voir sur l'essentiel aussi *Szászy*, *Nemzetközi...*, p. 328.

⁴⁷ Voir y relativement l'article 54 du décret-loi du droit international privé ainsi que le point premier de l'exposé des motifs détaillés aux articles 54–74 du décret-loi du droit international privé.

⁴⁸ Voir y relativement la lettre a/ du par. premier de l'article 130 du Code de la procédure civile.

⁴⁹ Voir ainsi plus en détail: *Mádl-Vékás*, op. cit., pp. 420–421.

⁵⁰ Voir ainsi le par. premier de l'article 99 du Code de la procédure civile, ainsi que le par. premier du décret du Conseil des ministres No. 43 de l'an 1953 (VIII.20.).

Cependant, le destinataire peut, par la justification de son identité, les retirer *dans l'office du tribunal saisi*.⁵¹

Quant à la *citation en justice*, ce ne sont pas seulement les règles ci-dessus qui prévalent, mais aussi une disposition particulière, conformément à laquelle *dans des cas urgents, la citation a lieu aussi par voie plus rapide (de plano)* — par téléphone, oralement lors des audiences, ou par l'intermédiaire d'un commis expéditionnaire (courier).⁵²

Concernant cette disposition destinée à accélérer la procédure, la théorie et la pratique peuvent être considérées comme unifiées pour que ce soient en premier lieu le *témoign, l'expert et l'interpète qui puissent être cités par téléphone*, ou bien le cas échéant, la citation des parties par téléphone pourra avoir lieu s'il s'agit d'une citation pour *une terme ajournée par le tribunal pour la continuation de l'audience*. Cependant, la citation du *défendeur* à la première audience ne pourra avoir lieu non plus par téléphone, parce que l'acte introductif l'instance lui devra aussi être notifié. Dans des cas exceptionnels, il peut quand même arriver que la communication *de plano* de la citation et de la copie de l'acte introductif d'instance a lieu. C'est possible par exemple, si la personne sur laquelle le demandeur étend à l'audience son action en qualité de nouveau défendeur est présente à l'audience au rang du public. Dans ce cas, le tribunal pourra citer *oralement* le défendeur à l'audience pour l'audience successive, à condition qu'il lui ait transmis la copie de l'acte introductif d'instance.⁵³ Le tribunal doit indiquer cette manière de citation *de plano* dans les actes de l'affaire.⁵⁴

Nous pouvons constater sans doute des règles esquissées ci-dessus relativement à la notification, qu'en Hongrie ce n'est que le tribunal qui peut ordonner et exécuter la notification par voie postale ou par l'intermédiaire de l'office du tribunal. Donc, il n'y a pas de possibilité prévue par une règle juridique que ce soit le demandeur ou son représentant juridique qui notifie directement en sa personne la citation pour le défendeur ou son représentant juridique (sans aide du tribunal) sur le territoire de la Hongrie. Cependant, il n'est pas exclu qu'à l'étranger, la notification soit exécutée directement pour le défendeur hongrois, et que cela soit considéré valable au sens du droit hongrois. Ce moyen de notification a lieu lorsque la citation est effectuée directement à l'étranger pour un défendeur hongrois dans un pays où cette voie de notification convient aux règles juridiques respectives. En effet, conformément au Code de la procédure civile hongrois, sera considérée valable la notification à l'étranger, si elle est conforme soit aux normes juridiques hongroises, soit à celles en vigueur au lieu de la notification (*lex loci actus*).⁵⁵

⁵¹ Voir ainsi le par. 2. de l'article 99 du Code de la procédure civile.

⁵² Voir ainsi le par. 3. de l'article 96 du Code de la procédure civile.

⁵³ Voir plus en détail: *Szilbereky-Névai* (réd.), op. cit., Vol I., p. 568.

⁵⁴ Voir le par. 3. de l'article 96 du Code de la procédure civile.

⁵⁵ Voir ainsi le par. 2. de l'article 100 du Code de la procédure civile.

Quant à la notification à l'étranger, le droit de la procédure civile hongroise ne prévoit d'autres dispositions, en plus qui ont été mentionnées ci-dessus, que les tribunaux *devront transmettre l'acte à notifier à l'étranger au ministre de la justice* aux fins que les mesures appropriées soient faites, le tribunal n'a la faculté de s'écarter de cette transmise que si un traité international conclu par la Hongrie en dispose autrement.⁵⁶

Les tribunaux hongrois — aussi bien que les tribunaux d'autres pays — pourront bénéficier de l'entraide judiciaire *pour la notification des actes judiciaires* et l'accomplissement de certains d'autres actes de procédure auprès des tribunaux étrangers ou d'autres autorités à la base des traités *bilatéraux* ou *des conventions internationales*⁵⁷ ainsi que de *la réciprocité*.

Les commissions rogatoires en matière de notification sont envoyée soit par *l'intermédiaire des Ministères de la justice* respectifs (en leur qualité d'autorités centrales en vertu des traités internationaux d'entraide judiciaire), soit dans certains cas par *voie diplomatique*, mais aux termes de certains accords internationaux, les *tribunaux hongrois ont le droit de s'adresser directement* aux tribunaux ou autorités étrangers compétents. En tout cas, ce sont les dispositions des accords internationaux applicables ou bien la réciprocité entre les deux pays respectifs qui déterminent *la démarche tant des tribunaux et des autorités hongrois que des tribunaux étrangers* en ce qui concerne l'accomplissement de l'entraide judiciaire, y compris naturellement aussi l'exécution de la notification.

Les problèmes ne se présentent que dans les cas où *la partie étrangère* pour laquelle la notification doit être effectuée *réside dans un Etat* qui *n'accorde d'entraide judiciaire* ni à la base de traité international ni de *réciprocité*.⁵⁸ Dans ces cas, conformément au droit de la procédure civile hongrois, *la notification devra voir lieu sous forme d'annonce judiciaire*.⁵⁹ Cela signifie que l'acte à notifier *devra être affiché sur le panneau d'annonces*

⁵⁶ Voir y relativement le par. premier de l'article 100 du Code de la procédure civile. Voir plus en détail Vezekényi, A szorosan vett polgári jogsegélyről egy ausztriai tanulmányút kapcsán (Sur l'entraide judiciaire civile proprement dite, à propos d'un voyage d'études en Autriche), Magyar Jog (Droit hongrois) No. 3/1989, p. 239.

⁵⁷ Une Convention multilatérale essentielle du point de vue de la notification est la *Convention internationale* faite à la Haye le 5 mars 1954 *sur la procédure civile*, à laquelle la Hongrie s'est adhéree le 26 mai 1965. En même temps, la Hongrie *n'est pas Pays membre de la Convention* faite à la Haye le 15 novembre 1965 *sur la notification*.

⁵⁸ Dans le cas des *ressortissants hongrois* domiciliés dans des Etats étrangers, le défaut des accords en matière de l'entraide judiciaire ou de la réciprocité ne fait pas d'obstacle pour que *l'autorité de la représentation diplomatique compétente notifie* des actes — sans recours à des mesures d'astreinte — en matière de droit civil. Voir ainsi: Az Igazságügyi Minisztérium 8002/1983. (IK.8.) IM számú tájékoztatója a nemzetközi vonatkozású ügyek intézéséről (Bulletin d'Informations No.80102/1983. (IK.8.) IM sur l'administration des affaires ayant trait international), Chapitre II, point 22.

⁵⁹ Voir ainsi le par. premier de l'article 101 du Code de la procédure civile.

du tribunal saisi et au lieu du dernier domicile connu de la partie étrangère — s'il en avait le cas échéant ° sur le panneau d'affichages du pouvoir local.⁶⁰ L'acte — sauf disposition contraire du tribunal — devra être considéré notifié *le quinzième jour à compter de la date de l'affichage sur le panneau d'annonces du tribunal*.⁶¹ La notification sous forme d'annonce judiciaire est donc un moyen extrêmement *formel* de la notification des actes judiciaires. Dans l'intérêt de ce que la formalité de cette institution légale cause la moindre de lésion de droit, le droit de la procédure civile hongrois prévoit qu'au cas où la partie étrangère est domicilié dans un Etat qui n'accorde pas d'entraide judiciaire en matière de notification des actes judiciaires mais avec lequel le service postal existe, le tribunal devra poster l'annonce — si possible, *dans une lettre recommandée* — à l'adresse dans ce pays de la partie.⁶²

Une autre règle de garantie est que dans le cas où c'est *l'acte introductif d'instance* et la citation pour la première audience qui doivent être notifiées *sous forme d'annonce judiciaire* au défendeur, le tribunal déléguera un *curateur* dans l'affaire,⁶³ et c'est à cette personne qu'il *notifiera* aussi *l'acte introductif d'instance*.⁶⁴

3. L'examen des preuves à l'étranger

Les droits de la procédure civile contemporains — y compris le droit de la procédure civile hongrois — reconnaissent comme principes fondamentaux le principe *de la procédure directe et orale*. Une condition essentielle entre autres de la mise en oeuvre de ces principes est, que c'est *le tribunal saisi qui assume les procédures de preuve*.⁶⁵ L'accomplissement sous une autre forme des procédures de preuve, par exemple, par *un tribunal étranger*, représente une exception dérogeant les principes de la procédure directe et orale, c'est pourquoi ne pourra avoir lieu que dans les cas prévus par le législateur.

L'un de ces cas est quand l'accomplissement de la procédure de preuve par le tribunal saisi nécessiterait *d'importants difficultés ou frais*

⁶⁰ Voir ainsi le par. premier de l'article 102 du Code de la procédure civile.

⁶¹ Voir ainsi le par. 5. de l'article 102 du Code de la procédure civile.

⁶² Voir ainsi le par. 2. de l'article 102 du Code de la procédure civile.

⁶³ Le curateur de l'affaire est un *représentant dans le procès*, l'état de droit duquel est très proche de celui de la personne mandatée pour plaider dans l'affaire (voir y relativement l'article 74 du Code de la procédure civile, ainsi que plus en détail: *Szilbereky-Névai* (réd.), op. cit., Vol. 1, pp. 428-429). Le tribunal hongrois commet le curateur de l'affaire parmi *les avocats* énumérés sur la liste rendue à la disposition du tribunal par le Barreau compétent (voir y relativement 9. l'article du décret du ministre de la justice No. 6 de l'an 1983 (VII.28.) sur l'application du décret-loi No. 4 de l'an 1983 sur les avocats).

⁶⁴ Voir ainsi le par. 3. de l'article 102 du Code de la procédure civile.

⁶⁵ Cette exigence qui généralement se fait valoir, est rédigée par le par. premier de l'article 201 du Code de la procédure civile.

supplémentaires, ou encore la procédure *ne pourrait point être poursuivie*, car à ce moment, *le tribunal saisi comme rogatoirement* le tribunal — dans le cas concrète, le tribunal étranger⁶⁶ — sur le lieu de compétence duquel sont domiciliées les personnes à entendre comme témoins, ou encore sur le lieu de compétence duquel la preuve pourra être administrée le plus adéquatement.⁶⁷

3.1. Si la *preuve* doit être faite *dans un Etat étranger*, avec lequel *il y a un traité international* conclu par la Hongrie ou encore une pratique de réciprocité est poursuivie pour l'exécution des commissions rogatoires,⁶⁸ les mesures en vue de la preuve devront être prises *en ce sens*.⁶⁹

A défaut de *traité international* conclu par la Hongrie ou de *pratique de réciprocité*, le tribunal hongrois peut — à sa demande — *impartir un délai* à la partie qu'elle soumette au tribunal un *acte public* conforme aux règles juridiques de l'Etat étranger, et *authentifié* si besoin en est, prouvant l'exécution de la preuve.⁷⁰

Les tribunaux hongrois apprécieront *la validité de la preuve* conformément au *droit du lieu de la preuve*,⁷¹ mais les preuves devront être considérées comme valables même si elles ne les sont pas aux termes des dispositions d'un droit de la procédure civile hongrois.⁷²

3.2. Selon les règles du droit de la procédure civile hongrois, *l'ordonnance et l'administration de la preuve font le devoir, exclusif du tribunal* (du président de chambre).⁷³ Il s'ensuit de cela, qu'en Hongrie *l'avocat de ni l'une des parties n'a le droit de demander directement la déposition du témoin* de quoi qu'il soit avant les audiences judiciaires, chargé des conséquences juridiques du faux témoignage,⁷⁴ et en général, n'est pas loisible à étudier les actes, les preuves, etc. de la partie adverse. Cependant,

⁶⁶ Voir y relativement plus en détail: Szászy, Nemzetközi..., p. 705; Szilbereky-Névai (réd.), op. cit., Vol. I., p. 709.

⁶⁷ Voir ainsi le par. premier de l'article 201 du Code de la procédure civile.

⁶⁸ La Hongrie n'est pas Pays membre de la Convention de la Haye, faite le 18 mars 1970, c'est pourquoi la convention multilatérale la plus importante est la Convention de la Haye, faite le 5 mars 1954, mentionnée à la note 56.

⁶⁹ Voir y relativement le par. premier de l'article 204 du Code de la procédure civile.

⁷⁰ Voir ainsi le par. 2. de l'article 204 du Code de la procédure civile. Voir ainsi Vezekényi, op. cit., p. 239.

⁷¹ Si besoin en est, c'est le ministre de la justice qui — à la demande du tribunal — informe sur le droit étranger. Voir ainsi le par. 2. de l'article 5 du Code du droit international privé.

⁷² Voir ainsi le par. 4. de l'article 204 du Code de la procédure civile.

⁷³ Pour l'ordonnance de la preuve, voir le par. premier de l'article 163 du Code de la procédure civile, et pour l'administration de la preuve — le par. premier de l'article 201 du Code de la procédure civile.

⁷⁴ Conformément à la disposition incluse au par. 2. de l'article 166 du Code de la procédure civile hongrois, *le serment n'a pas lieu dans le procès*, mais seulement avant le commencement de l'audition du témoin, le tribunal le rappelle aux conséquences juridiques du faux témoignage. Voir ainsi le par. 2. de l'article 172 du Code de la procédure civile.

cette restriction — nous pouvons facilement comprendre pourquoi — est valable non pas seulement aux parties hongroises et à leurs avocats, mais aussi aux parties étrangères et à leurs avocats.

Dans les procès intentés devant les tribunaux hongrois, les parties hongroises et étrangères ainsi que leurs avocats *ne peuvent que soumettre des propositions au tribunal* pour l'ordonnance et l'administration de la preuve qu'ils jugent nécessaire, et c'est *le tribunal qui en décide*.

Or, les parties étrangères ou leurs avocats ne peuvent pas demander directement l'acquisition (l'administration) des preuves à utiliser dans les procédures devant un tribunal (une autorité) étranger(ère), puisque le tribunal hongrois — aussi en présence d'un traité international ou de réciprocité — *n'accorde* cette forme de l'entraide judiciaire *qu'à la demande du tribunal étranger ou d'une autre autorité étrangère*.⁷⁵

4. La reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires étrangères

C'est un fait généralement connu que le droit joue un rôle particulièrement important dans l'organisation des relations internationales. Ainsi, il a comme tâche importante — entre autres — de favoriser la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires étrangères, assurant de cette façon la sécurité des relations économiques internationales.⁷⁶

Dans la majorité des cas, la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires étrangères sont en relation étroite l'une avec l'autre. Cette relation réside en ce que ce ne sont que *les décisions reconnues par l'autre pays qui puissent être exécutées*,⁷⁷ c'est à dire, avant l'exécution judiciaire, il est inévitable d'examiner le caractère exécutoire des décisions. Naturellement, il peut arriver en même temps, que la reconnaissance elle seule ne suffit pas pour que la décision judiciaire étrangère ait effet⁷⁸ donc, l'exécution — des mesures d'astreinte dans le cadre de l'exécution judiciaire — ainsi n'a pas lieu.

4.1. La Hongrie est Partie contractante de plusieurs *conventions multilatérales*, qui disposent de la reconnaissance et/ou de l'exécution entière ou partielle des décisions judiciaires. Ainsi elle:

⁷⁵ Voir ainsi le par. premier de l'article 68 du Code du droit international privé.

⁷⁶ Voir plus en détail: Zoltán, Külföldi határozatok elismerése és végrehajtása (La reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires étrangères), Friss Hírek, 4/1991, pp. 29 et s.

⁷⁷ Conformément au droit hongrois en vigueur, *même en cas de réciprocité, l'exécution ne pourra avoir lieu* lorsque la décision rendue par un tribunal étranger ou par une autre autorité étrangère ne pourrait être reconnue pour des raisons prévues par la loi (le par. 2. de l'article 74 du décret-loi du droit privé international).

⁷⁸ Par exemple, en présence de jugements de déboutance, de jugements préjudiciels et constitutifs.

— S'est adhéree le 23 juillet 1957 à la Convention concernant le recouvrement à l'étranger des aliments, faite à New York, le 20 juin 1956;⁷⁹

— S'est adhéree, en faisant certaines réserves, le 5 mars 1962 à la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, faite à New York, le 21 juin 1958;⁸⁰

— S'est adhéree le 20 octobre 1964 à la Convention concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants, conclue à la Haye le 15 octobre 1958;⁸¹

— S'est adhéree à la Convention relative à la procédure civile conclue à la Haye le premier mars 1954;⁸²

— S'est adhéree le 8 janvier 1973 à la Convention concernant la connaissance par voie arbitrale des différends en matière du droit civil, provenant des relations économiques, scientifiques et techniques, faite à Moscou le 26 mai 1972;⁸³

— S'est adhéree le 4 février 1987 à la Convention sur le règlement des différends entre les Etats et les personnes physiques et morales d'autres Etats en matière des investissements, faite à Washington, le 18 mars 1965.⁸⁴

Naturellement, en dehors des conventions énumérées ci-dessus, la Hongrie a conclu beaucoup d'autres *traités bilatéraux*, lesquels règlementent entièrement ou partiellement la reconnaissance et/ou l'exécution des décisions judiciaires étrangères.

En présence des conventions multilatérales ou des traités bilatéraux internationaux, les règles de la reconnaissance et de l'exécution des décisions judiciaires étrangères sont prévues en général de détails satisfaisants. Néanmoins, dans chacun des cas où la Hongrie n'a pas de convention ou de traité internationaux ou bien ils ne contiennent pas de dispositions sur une question concrète, il revient à appliquer le droit interne hongrois, en premier lieu les dispositions du droit international privé.

4.2. Conformément au décret-loi du droit international privé,⁸⁵ *seront reconnues les décisions* des tribunaux et d'autres autorités étrangers dans une

⁷⁹ La Convention a été promulguée en Hongrie par le décret-loi No. 53 de l'an 1957 et c'est le décret du ministre de la justice No. 9 de l'an 1957 (IX.13.) qui dispose de son exécution.

⁸⁰ La Convention a été promulguée en Hongrie par le décret-loi No. 25 de l'an 1962 et c'est le décret du ministre de la justice No. 12 de l'an 1962 (X.31.) qui dispose de son exécution.

⁸¹ La Convention a été promulguée en Hongrie par le décret-loi No. 7 de l'an 1965 et c'est le décret No. 8 du ministre de la justice de l'an 1965 (VII.4.) qui dispose de son exécution.

⁸² La Convention a été promulguée en Hongrie par le décret-loi No. 8 de l'an 1966, et c'est le décret du ministre de la justice No. 4 de l'an 1966 (VI.15.) qui dispose de son exécution.

⁸³ La Convention a été promulguée en Hongrie par le décret-loi No. 23 de l'an 1973.

⁸⁴ La Convention a été promulguée en Hongrie par le décret-loi No. 27 de l'an 1987.

⁸⁵ Voir le par. premier de l'article 70 du décret-loi du droit international privé. Dans la littérature juridique hongroise, on entend sous la notion de la *reconnaissance des décisions judiciaires* tous les effets juridiques de la décision étrangère, qui reviennent, outre de l'exécution judiciaire, aux décisions judiciaires. Parmi ces effets, c'est la force de la chose jugée qui est

affaire dans laquelle le tribunal hongrois ou une autre autorité hongroise n'a pas de juridiction exclusive.⁸⁶

Exceptionnellement, il y a aussi la possibilité de reconnaître la décision rendue par un tribunal étranger ou une autre autorité étrangère dans une affaire, dans laquelle le tribunal hongrois ou une autre autorité hongroise a une juridiction exclusive.⁸⁷

De cette manière, il est possible ou plus exactement, conformément à la terminologie de la loi, *il faudra* reconnaître:

a) la décision prise dans un procès de divorce (de dissolution de mariage) d'un ressortissant hongrois dont le domicile est à l'étranger;

b) la décision prévoyant la mise sous curatelle ou la mainlevée de la curatelle d'un ressortissant hongrois domicilié à l'étranger;

c) la décision par laquelle le tribunal étranger ou une autre autorité étrangère a autorisé, approuvé ou fait cesser l'adoption d'un ressortissant hongrois, tout en supposant que l'adoptant est un ressortissant étranger et l'adoption avait été approuvée par les autorités de tutelle hongroises;

d) la décision rendue par un tribunal étranger ou par une autre autorité étrangère dans une procédure intentée à l'étranger contre l'Etat hongrois, un organisme du pouvoir de l'Etat ou de l'administration publique, de même un ressortissant hongrois procédant comme représentant diplomatique à l'étranger ou jouissant par ailleurs de la dispense de la juridiction tout en supposant que l'Etat hongrois ait expressément renoncé à la dispense ou que, en cas d'un accord international ou de la réciprocité, le tribunal étranger ou l'autre autorité étrangère puisse également procéder dans l'affaire. (En cas de la reconnaissance de la décision, il faudra aussi reconnaître la décision du tribunal étranger ou de l'autre autorité étrangère prise au sujet de la demande reconventionnelle relativement au même rapport juridique).⁸⁸

Cependant, en présence de la décision mentionnée comme dernière ci-dessus, l'exécution judiciaire ne pourra avoir lieu que si l'Etat hongrois a expressément renoncé à la dispense en ce qui concerne l'exécution!⁸⁹

Même en présence des conditions incluses aux lettres a)–d) ci dessus, la décision étrangère ne pourra pas être reconnue si:

— sa reconnaissance pouvait se heurter à l'ordre public hongrois,

— le tribunal ou l'autre autorité avait procédé à l'encontre de la personne à la charge de laquelle la décision avait été rendue à la base d'une cause de compétence qui, selon le droit de l'Etat étranger, n'aurait pas pu être

pratiquement le plus important, et la possibilité de *l'exceptio rei judicatae*. Voir y relativement: Szászy, Nemzetközi..., p. 668.

⁸⁶ La réglementation légale relativement à la juridiction exceptionnelle (par. premier de l'article 55 du décret-loi du droit privé international); voir plus en détail au point 1.4.

⁸⁷ Voir le par. 2. de l'article 70 du décret-loi du droit privé international.

⁸⁸ L'article 71 et les paragraphes premier et 2. de l'article 72 du décret-loi du droit international privé.

⁸⁹ Le par. 3. de l'article 72 du décret-loi du droit international privé.

appliquée à l'encontre de son propre ressortissant (de sa propre personne morale),

— la personne à la charge de laquelle la décision a été rendue, n'avait pas participé, ni en personne, ni par son représentant juridique, à la procédure, soit à cause de l'irrégularité de la procédure, soit parce que la citation ne lui avait pas été notifiée à son domicile (siège) en Hongrie ou à son représentant juridique qu'il avait nommé au lieu de la procédure,

— au sujet du même droit provenant de la même base de faits, un tribunal hongrois ou une autre autorité hongroise avait déjà auparavant rendu une décision de fond ayant force de chose jugée dans l'affaire en cours entre les mêmes parties,

— avant le commencement de la procédure à l'étranger, une procédure a été intentée devant un tribunal hongrois ou une autre autorité hongroise, entre les mêmes parties, en vue du même droit provenant de la même base des faits.⁹⁰

Le décret-loi portant sur le droit international privé ne contient pas expressément de disposition prévoyant si la réciprocité est une précondition de la reconnaissance d'une décision d'un tribunal ou d'une autre autorité. Cependant nous pouvons constater à la base du système et de la rédaction de la réglementation de l'ensemble de la question — aussi bien comme c'est unanimement marqué dans la littérature juridique hongroise —,⁹¹ que *la réciprocité n'est pas une précondition pour la reconnaissance des décisions*.

Le droit hongrois en vigueur ne prévoit pas comme précondition pour la reconnaissance des décisions des tribunaux et des autorités étrangers la révision au fond, de même, *il n'exige non plus de procédure particulière de la part des tribunaux ou des autorités hongrois*.⁹²

En principe donc, ce système reconnaît *ipso iure, automatiquement* la vigueur des décisions étrangères, si elles remplissent les conditions légales.⁹³

Naturellement, la reconnaissance se réalise quand même par l'intermédiaire d'une décision judiciaire ou de celle d'une autorité.

En effet, si l'une des parties se réfère dans le procès à une décision d'un tribunal étranger ou d'une autre autorité étrangère, le tribunal hongrois ou l'autorité hongroise⁹⁴ saisi de l'affaire prend position sur la question si la

⁹⁰ L'article 73 du décret-loi du droit international privé.

⁹¹ Voir ainsi par exemple: *Réczei*, op. cit., p. 364; *Szászy*, *Nemzetközi...*, p. 612; *Tallós-Király*, op. cit., p. 178; *A polgári perrendtartás magyarázata* (Commentaire au Code de la procédure civile), (réd.: *Szilbereky-Névai*), Vol. II., Budapest, 1975, p. 1800.

⁹² Voir ainsi par exemple: *Tallós-Király*, op. cit., p. 180.

⁹³ Voir y relativement: *Szászy*, *A külföldi polgári eljárás jogi hatásainak elismerése a magyar jogban* (La reconnaissance des effets juridiques de la procédure civile étrangère dans le droit hongrois), *Az Állam- és Jogtudományi Intézet Értesítője* (Bulletin de l'Institut des Sciences administratives et juridiques), Vol. II., No. 3-4, 1959 p. 170; *Szászy*: *Nemzetközi...*, p. 583; *Tallós-Király*, op. cit., p. 180.

⁹⁴ Voir y relativement: *Réczei*, op. cit., p. 965; *Tallós-Király*, op. cit., p. 181.

décision étrangère répond aux conditions fixées par le décret-loi sur le droit international privé. Dans ces cas, la décision du tribunal hongrois ou de l'autorité hongroise n'est que de *caractère déclaratif*, puisqu'elle ne fait que constater si la décision étrangère a l'effet aussi en Hongrie.

4.3. Au sens du décret-loi de l'exécution judiciaire, en Hongrie les décisions des tribunaux étrangers et les sentences arbitrales étrangères pourront être *exécutées* si la possibilité en est prévue par *une norme juridique particulière*.⁹⁵

Une telle norme juridique, en outre des traités en matière de l'entraide judiciaire et des conventions bilatérales ou multilatérales, est le décret-loi du droit international privé, qui rend possible l'exécution des décisions des tribunaux étrangers et des sentences arbitrales étrangères respectives, si elles ont été rendues:

- à l'égard de prétentions ayant trait à *des droits patrimoniaux*, ou
- *au sujet de l'emplacement d'enfant*.

Une *précondition ultérieure* en devra encore être que la décision *ait force de chose jugée* et qu'il y ait un accord international ou de la réciprocité.⁹⁶

Cependant, même en cas de réciprocité, l'exécution n'aura pas lieu, si la décision du tribunal étranger ou la sentence arbitrale étrangère ne sauraient pas être reconnues par suite de l'une des causes précisées par le décret-loi du droit international privé. C'est le ministre de la justice qui donne l'avis sur l'existence de la réciprocité pour l'exécution qui lie le tribunal et l'autre autorité.⁹⁷

De cette manière, la présomption de la réciprocité n'est pas suffisante, mais le législateur exige aussi *la preuve de la réciprocité*.⁹⁸

Il apparaît clairement de ce qui a été dit ci-dessus, que le droit hongrois en vigueur considère comme *précondition pour l'exécution judiciaire la reconnaissance* des décisions judiciaires ou des décisions des autres autorités étrangères⁹⁹ mais l'on peut constater aussi, qu'il y a également d'autres *préconditions ultérieures* au-delà de la reconnaissance.¹⁰⁰

Dans le cas où il n'y a pas d'obstacle légal entravant l'exécution de la décision du tribunal étranger, c'est *sur la demande* du bénéficiaire, que le

⁹⁵ Voir le décret-loi No.8. de l'an 1979 de l'exécution judiciaire, par. premier de l'article 113.

⁹⁶ Le par. premier de l'article 74 du décret-loi du droit international privé.

⁹⁷ Le par. 2. de l'article 74 du décret-loi du droit international privé. En Hongrie, l'importance de la réciprocité est extrêmement infime dans la pratique, puisque l'exécution des jugements étrangers s'effectue dans la majorité prédominante des cas à la base des traités internationaux. Voir ainsi Tallós-Király, op. cit., p. 183.

⁹⁸ Voir pareillement: Szász, Az európai népi demokráciák nemzetközi magánjoga (Le droit international privé des démocraties populaires européennes), Budapest, 1962, p. 154; Mádl-Vékás, op. cit., p. 389.

⁹⁹ Voir ainsi: Szász, Nemzetközi..., p. 668.

¹⁰⁰ Voir aussi Szász, Nemzetközi..., p. 589; et Mádl-Vékás, op. cit., p. 440.

*tribunal local compétent selon le domicile (siège) du débiteur*¹⁰¹, établit une fiche d'ordonnance d'exequatur.¹⁰²

a) dans une affaire civile, à la base *du jugement ou du concordat judiciaire homologué*,

b) dans une affaire pénale, à la base de la partie du jugement, relative à la prétention civile.¹⁰³

A la base de *la sentence arbitrale étrangère*, il faut aussi établir une fiche ordonnant l'exécution judiciaire, mais pour le faire, c'est déjà une cour organisée à un niveau supérieur dans la hiérarchie judiciaire, la Cour de la capitale qui est exclusivement compétente.¹⁰⁴

En plus de cette spécificité — dont la raison nous devons chercher *dans la formation de la pratique judiciaire uniforme* — *il n'y a pas d'autres différences plus essentielles dans le droit hongrois, en ce qui concerne l'exécution judiciaire des décisions judiciaires étrangères reconnues en Hongrie, d'une part, et des décisions arbitrales étrangères, de l'autre*. Il s'ensuit du fait que le droit hongrois en vigueur pour la réglementation sur les tribunaux arbitraux, accepte non pas *la théorie des actes juridiques* (Vertragsstheorie), mais *la théorie des jugements* (Urtelstheorie). Dans ce sens donc, du point de vue de la reconnaissance et de l'exécution judiciaire *des décisions rendues par des tribunaux d'arbitrage étrangers*, il considère la sentence arbitrale étrangère non pas comme un contrat de droit civil positif, mais en général la traite comme *le jugement d'un tribunal étranger*.

4.4. Pour la reconnaissance et l'exécution judiciaire en Hongrie des sentences arbitrales étrangères, le fait que la décision concernée d'un tribunal arbitral a été rendue dans un pays qui est Etat-membre de la Convention faite à New York le 10 juin 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution de sentences arbitrales étrangères ou non, a une certaine importance.

En effet, à la base de *la Convention*, conformément *aux dispositions y incluses* et généralement connues, — selon la réserve faite par la Hongrie lors de son adhésion à la Convention —,¹⁰⁵ il n'est possible de reconnaître et d'exécuter que les *sentences arbitrales* rendues dans les différends surgis *des rapports juridiques considérés commerciaux comme tels selon le droit*

¹⁰¹ Voir la note 12)

¹⁰² La fiche ordonnant l'exécution est un document exécutoir, dans lequel le tribunal informe en écrit sa décision sur l'ordonnance de l'exécution à l'organe qui effectuera l'exécution judiciaire. Voir plus en détail: *Vida*, A bírósági végrehajtás (L'exécution judiciaire), Budapest, 1978, pp. 242 et s.; ainsi que *Polgári eljárásjog II.* (Droit de la procédure civile, Vol. II.), (réd.: *Szilbereky*), Budapest, 1985, pp. 214 et s.

¹⁰³ Le par. 2. de l'article 113 du décret-loi de l'exécution judiciaire.

¹⁰⁴ Le pa. 3. de l'article 113 du décret-loi de l'exécution judiciaire.

¹⁰⁵ Voir y relativement le point 2. de l'article XVI de la Convention dans le par. 2. du décret-loi No. 25 de l'an 1962.

hongrois,¹⁰⁶ et sur le territoire de l'un des Etats Contractants. En ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution des décisions *d'autres que mentionnées ci-dessus mais rendues dans les Etats membres*, ainsi que *toutes les décisions arbitrales rendues dans les Etats non Membres de La Convention*, ce sont les *règles générales* du pays de l'instance qui prévalent.¹⁰⁷

Nous pouvons noter comme résultat provenant de la différence des normes applicables, que la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères selon la Convention sont un peu plus compliquées et plus difficiles — par suite de la réglementation plus détaillée et embastionnée par un grand nombre de préconditions¹⁰⁸ — comme si elles avaient lieu par l'application des règles générales, qui s'adaptent mieux — *même par suite de leur proximité dans le temps* — aux exigences requises par les relations économiques internationales.

Cette circonstance a une importance pratique surtout quand il s'agit de la reconnaissance et de l'exécution d'une décision arbitrale étrangère qui, *à la base de son objet*, pourrait être reconnue et exécutée tant conformément à la Convention que selon les règles générales. Cependant, dans ces cas, malgré l'apparence, il n'y a pas de possibilité de choix, puisque pour la reconnaissance et l'exécution conformément à la Convention des sentences arbitrales sous l'empire de la Convention, ce sont „les dispositions détaillées prévues par la Convention qui prévalent”,¹⁰⁹ tandis que la reconnaissance et l'exécution de toutes les autres décisions arbitrales s'effectuent selon les règles nouvelles et plus modernes.¹¹⁰

4.5. La reconnaissance et l'exécution des décisions arbitrales étrangères sont règlementées aussi bien par des accords multilatéraux que bilatéral dans les rapports entre la Hongrie et le Japon. En effet, les deux Etats — en plus, qu'ils sont Parties Contractantes tous les deux de la Convention traitée dans la partie ci-dessus de la présente étude — ils ont signé un accord en matières de commerce et de navigation à Tokyo le 20 octobre 1975.¹¹¹

Aux termes de ce Traité, les Parties Contractantes *reconnaissent obligatoires et exécutent les sentences arbitrales*, qui sont prises pour régler les *différends éventuellement surgis des contrats commerciaux* ou bien à propos de tels contrats, conclus entre

¹⁰⁶ Conformément au par. 2. du décret du ministre de la justice sur l'exécution de la Convention, dans l'application de la Convention seront qualifiés comme provenant du rapport commercial les litiges qui résultent des rapports commerciaux internationaux (décret du ministre du commerce extérieur No. 1 de l'an 1960. (V.10.).

¹⁰⁷ Voir concernant la reconnaissance ce qui a été dit au point 4.2. et sur l'exécution judiciaire au point 4.3.

¹⁰⁸ Voir les articles IV—VI de la Convention.

¹⁰⁹ Le par. 3. du décret du ministre de la justice sur l'exécution de la Convention.

¹¹⁰ Voir les paragraphes 70—74 du décret-loi du droit international privé.

¹¹¹ En Hongrie ce Traité a été promulgué par le législateur par le décret-loi No. 10 de l'an 1977.

— les *personnes morales japonaises* (qui ont été organisées conformément aux dispositions légales japonaises ou hongroises et le siège social desquelles se trouve sur le territoire du Japon ou de la Hongrie) et les *citoyens japonais* ayant des activités d'affaires — y compris les activités commerciales, industrielles et financières —, d'une part, et

— les entreprises pour le commerce extérieur *hongroises* et d'autres *personnes morales* autonomes, ayant été munies de pouvoirs pour mener des activités de commerce extérieur au sens des règles juridiques, de l'autre.

Pourvu qu'il ait été stipulée une clause compromissoire sous forme convenable dans le contrat lui-même ou dans un agrément à part annexé au contrat, et conformément aux dispositions procédurales sur une telle décision du pays dans lequel la reconnaissance et l'exécution de la décision arbitrale sont demandées.

Dans ce cas, la reconnaissance et l'exécution de la sentence arbitrale ne pourront être refusées sur la demande de la partie contre laquelle la décision devrait être faite que sous condition que cette dernière prouve devant l'autorité compétente de l'autre partie, auprès de laquelle la reconnaissance et l'exécution de la décision sont demandées, que

a) les parties mentionnées dans le Traité ci-dessus n'étaient pas capables au sens du droit leur applicable, ou bien le contrat ou l'arrangement, ou encore aux termes du droit applicable déterminé par les parties ou à défaut d'une telle stipulation, aux termes du droit du pays où la décision arbitrale a été prise, était invalide, ou bien

b) la partie contre laquelle la décision arbitrale devra être faite valoir n'a pas été régulièrement notifiée sur la désignation du juge d'arbitrage ou bien sur la procédure d'arbitrage ou que cette partie n'a pas pu introduire sa déclaration par suite d'autres raisons, ou

c) la décision arbitrale a été prise dans un litige sur lequel la clause compromissoire n'était pas valable ou que sur lequel ses dispositions ne se répandaient pas, ou la sentence arbitrale contient une décision sur une affaire qui n'incombe pas sous l'empire de la clause compromissoire, mais dans le cas où les décisions sur les questions soumises à la clause compromissoire sont séparables de celles qui n'y étaient pas soumises, la partie de la sentence arbitrale contenant les décisions dans les affaires soumises à la clause compromissoire peuvent être reconnues et exécutées, ou

d) la composition du tribunal arbitral ou sa procédure n'était pas conforme à l'accord des parties, ou à défaut d'un tel accord, ne répondait pas au droit du pays dans lequel le tribunal arbitral a procédé, ou

e) la sentence arbitrale n'a pas encore pris de force obligatoire pour les parties, ou bien l'autorité compétente du pays dans lequel ou par l'application du droit duquel la sentence a été rendue, l'a abrogée ou l'a suspendue. Cependant, la reconnaissance et l'exécution de la sentence arbitrale pourront être refusées également dans le cas où l'autorité compétente de la Partie Contractante, dans laquelle la reconnaissance et l'exécution de la décision sont demandées constate que:

a) conformément au droit de ce pays, l'objet du litige ne pourra être connu par voie arbitrale, ou

b) la reconnaissance ou l'exécution de la décision heurterait à l'ordre public de cette Partie Contractante.¹¹²

A la base des dispositions du Traité esquissées ci-dessus, nous pouvons constater sans doute que les Parties Contractantes dans le Traité n'ont fait d'autre que de répéter littéralement les dispositions jugées les plus importantes de la Convention faite à New York le 10 juin 1958.¹¹³

En la réalité, le fait que les Parties Contractantes ne voulaient pas s'écarter des dispositions de la Convention est aussi prouvé par le Protocole annexé au Traité, qui prévoit ce qui suit: „Aucune des dispositions de l'Article 9 du présent Traité ne pourra pas être interprétée de manière que cette interprétation porterait atteinte aux droits et obligations dont dispose ou peut disposer chacune des Parties Contractantes en sa qualité de Partie Contractante de la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères faite à New York le 10 juin 1958, ou des conventions multilatérales la modifiant ou l'ammendant".¹¹⁴

En revanche, il s'ensuit de tout cela, que la reconnaissance et l'exécution en Hongrie des décisions sous l'empire du Traité — vu que ces décisions closent aussi des litiges provenant des relations juridiques à caractère économique — se font conformément aux règles incluses à la Convention faite à New York le 10 juin 1958.

¹¹² Voir y relativement le point 2 de l'article 9 du Traité.

¹¹³ Cela rapporte avant tout aux points premier et 2 de l'article V du Traité.

¹¹⁴ Voir y relativement le point 5 du Protocole.

A NEMZETKÖZI PEREK EGYES ELJÁRÁSI KÉRDÉSEI
MAGYARORSZÁGON

(Tartalom)

1. *A joghatóság*

- 1.1. A magyar bíróságok kizárt joghatósága
- 1.2. A külföldiek perbeli jog és cselekvőképessége
- 1.3. Külföldi vagy belföldi választott bíróság, illetve rendes bíróság joghatóságának szerződéses kikötése
- 1.4. A párhuzamos joghatóság
- 1.5. Elzárkózhat-e az igazságszolgáltatástól a bíróság?

2. *A keresetlevelek és más bírósági iratok kézbesítése*

3. *A bizonyítékok vizsgálata külföldön*

- 3.1. A külföldön lefolytatott bizonyítás érvényessége
- 3.2. Az ügyvédek szerepe a bizonyítás lefolytatásánál

4. *A külföldi bírósági határozatok elismerése és végrehajtása*

- 4.1. A külföldi bírósági határozatok elismeréséről és/vagy végrehajtásáról intézkedő, Magyarországon hatályos multilaterális egyezmények
- 4.2. A külföldi bírósági határozatok elismerése
- 4.3. A külföldi bírósági határozatok végrehajtása
- 4.4. A külföldi választott bírósági határozatok elismerése és végrehajtása Magyarországon, a New-Yorkban 1958. június 10-én kelt Egyezmény alapján.
- 4.5. A külföldi választott bírósági határozatok elismerése és végrehajtása Magyarország és Japán viszonylatában a Tokióban 1975. október 20-án kelt kereskedelmi és hajózási szerződés alapján.